

Bruxelles, le 16 mai 2017
Communiqué de presse

L'Europe amorce-t-elle enfin un virage social ?

La Commission a l'intention de s'engager dorénavant dans l'économie sociale afin de montrer que l'Europe est bien plus qu'une construction économique. Cette économie comprend de nombreuses entreprises et ASBL ayant pour but social de répondre à certains besoins de la société qui ne sont pas pris en charge par les mécanismes classiques du marché.

Les mutualités comptent parmi les entreprises socio-économiques. À l'échelle européenne, elles sont regroupées sous l'Association internationale de la Mutualité (AIM), organisation coupole, dont le siège est établi à Bruxelles. L'AIM travaille depuis des années sur une reconnaissance européenne des mutualités, travail vain s'il en est pour l'instant. Pareille reconnaissance doit assurer une protection du secteur face à la concurrence d'entreprises commerciales et lui permettre d'opérer par-delà les frontières.

Le gros problème, cependant, est que les mutualités diffèrent les unes des autres dans presque tous les pays européens. Six d'entre eux (la Lituanie, l'Estonie, la République tchèque, la Slovaquie, l'Islande et le Liechtenstein) en interdisent même la création.

Fin 2013, le Parlement européen adopta une résolution après des années de travail préparatoire visant à élaborer un statut européen pour les mutualités, mais la nouvelle Commission fit marche arrière.

Fin avril 2017, l'AIM a de nouveau lancé un appel pour reconnaître les entreprises socio-économiques au sein de l'UE, de sorte qu'elles puissent mieux se développer et travailler au-delà des frontières.

C'est avec une grande satisfaction que nous constatons que la Commission Juncker est cette fois-ci ouverte à la reconnaissance générale de l'économie sociale. Son Groupe d'experts sur l'entrepreneuriat social a entretemps formulé plusieurs recommandations qui devront être mises en œuvre par les organisations sociales elles-mêmes. L'AIM, et donc aussi les Mutualités Libérales, sont fin prêtes à apporter leur collaboration.

Plus particulièrement, nous appelons la Commission à trouver une solution à la reconnaissance européenne des mutualités. Si cela s'avère impossible au niveau de tous les États membres, nous proposons une collaboration plus étroite entre les États membres favorables à l'économie sociale.

Geert Messiaen
Secrétaire général